L'IMMIGRATION LÉGALE, NOUVELLE CIBLE DU GOUVERNEMENT

LE 5 MAI 2011 DAMIEN DUBUC

Le gouvernement a fait de la lutte contre l'immigration légale son nouvel objectif. Mais les propos sont encore contradictoires.

Finie "l'immigration choisie" chère à Nicolas Sarkozy. Le gouvernement s'est trouvé une nouvelle marotte, censée séduire les électeurs du FN et prouver sa détermination sur le front du chômage: la lutte contre l'immigration légale. Mais, le discours n'est pas encore bien rodé et les arguments un tantinet contradictoires.

D'un côté Claude Guéant, qui entend supprimer 20 000 autorisations de séjour par an. "Aujourd'hui il y a à peu près 200 000 étrangers supplémentaires (par an) qui sont autorisés à séjourner en France", assure le ministre de l'Intérieur, interrogé sur TF1. "Mon objectif, c'est de réduire ce nombre de 20 000, c'est-à-dire de passer de 200 000 à 180 000, dans un premier temps." Motif invoqué:

Il faut savoir que 24 % des étrangers non Européens qui se trouvent en France sont des demandeurs d'emploi. C'est presque trois fois plus que le taux de chômage national.

De l'autre côté, son collègue Xavier Bertrand a annoncé dimanche son intention de réduire la liste des métiers pour lesquels le recours à une main d'œuvre étrangère est ouvert sans restriction. Figurent sur cette liste les métiers pour lesquels il existe des difficultés de recrutement, dits "métiers en tension". Le ministre du Travail entend "former les demandeurs d'emploi pour occuper ces postes" au lieu de faciliter le recours à des travailleurs étrangers.



Contradictions

D'un côté donc, si l'on comprend bien, les immigrés peinent à s'intégrer sur le marché du

travail. De l'autre, ils s'y intègrent si bien qu'ils occuperaient la place des Français. Qu'importe les contradictions! L'essentiel est ailleurs: à mots feutrés, accréditer l'idée que le marché du travail et les finances publiques se porteraient mieux avec moins d'immigrés. Deux idées fixes, deux idées fausses.

D'abord cette précision: en 2010, l'immigration légale a bien augmenté de plus de 10%, avec 188 780 nouveaux arrivants – pas 200 000 – d'après les **statistiques fournies par France Terre d'Asile** et l'Office français de l'immigration (**OFII**). Une poussée qui s'explique surtout par le nombre d'étudiants (65 840, en augmentation de 28,5%) admis sur le territoire français. L'immigration professionnelle n'a concerné que 31 500 personnes, dont 20 000 environ ont obtenu un visa pour établissement professionnel.

L'immigration, cause du chômage?

Restreindre la liste des métiers ouverts aux immigrés légaux ? Hors-sujet, répond la patronne des patrons. Plus précisément, Laurence Parisot estime que ce n'est pas "le cœur du sujet": "on parle de 20 000 personnes. Est-ce qu'il y a un sujet sur 20 000 personnes ?"

La CGT conteste plus durement:



Même s'ils durcissent cette liste, cela n'aura aucun impact et ne répondra en rien à la problématique du chômage en France,



explique (à l'AFP) Mourad Rabhi.

La proposition de Xavier Bertrand est d'autant plus curieuse que les quelques 20 000 personnes à qui un visa de travail a été accordé l'an passé ne vont pas venir grossir les rangs des chômeurs – bien au contraire. Sauf à prétendre que les travailleurs étrangers chipent les emplois des Français. Or, c'est faux. Pour au moins deux raisons.

- 1. Les visas de travail délivrés chaque année répondent à des besoins de main d'œuvre qualifiée. Xavier Bertrand propose de former les demandeurs d'emplois. Va-t-on en faire des géomètres, des ingénieurs experts ou des façonneurs bois autant de "métiers en tension" qui recrutent en quelques semaines ? "Il y a aujourd'hui quelques 150 000 postes de travail qui ne sont pas pourvus parce qu'on manque de travailleurs qualifiés", a précisé François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, sur France info.
- 2. A l'inverse, un tiers des offres d'emplois ne trouvent pas preneur, selon la dernière enquête sur les besoins de main d'œuvre réalisée par Pôle emploi. Tout simplement parce qu'il s'agit de métiers difficiles ou peu rémunérés. "Accepter les emplois dont les autochtones ne veulent pas" serait la fonction principale des immigrés, résume Gérard Cornilleau, économiste à l'OFCE, cité par l'Expansion. "Aucune étude sérieuse n'a réussi à établir un impact visible de l'immigration sur le chômage, souligne Xavier Chojnicki. Par ailleurs, la concurrence sur le marché du travail s'exerce d'avantage entre anciennes et nouvelles vagues de migrants qu'entre migrants et natifs."

Un coût pour les finances publiques ?

Le patron de l'UMP l'assure, l'immigration a un coût.



Sur l'immigration à caractère strictement social, nous allons nous heurter à un problème, c'est que nous n'aurons plus les moyens de payer, c'est-à-dire que derrière cela, le coût social pour le contribuable est tellement élevé qu'il y aura un moment où on ne tiendra plus le coup financièrement, parce que c'est du déficit et qu'on y arrive plus,

99

a expliqué François Copé, le 12 avril dernier, au micro de RFI.



Une étude de 2009 réalisée par une équipe d'universitaire de Lille chiffre ce coût : 47,9 milliards d'euros par an. Les principaux postes de dépense sont, dans l'ordre, les pensions de retraites (16,3), les prestations de santé (11,5) et les allocations familiales (6,7). Pour plus de détails, cliquez **ici** ou **là**.

Mais, ce calcul n'a de sens que si l'on tient compte aussi des recettes. Surprise : elles sont estimées à 60,3 milliards d'euros et le solde est, au final, positif : les immigrés rapportent 12,4 milliards à la collectivité.

Dans **un article récent**, Xavier Chojnicki – qui a coordonné l'étude précédente -, s'efforce une nouvelle fois de savoir combien coûte l'immigration. Il commence par noter que :

par rapport aux autochtones, les immigrés (hors Union Européenne) seraient environ 1,6 fois plus nombreux à recevoir des allocations chômage, 3,8 fois plus représentés parmi les bénéficiaires du RMI et en moyenne 2,5 fois plus dépendants des aides au logement.

Les explications sont simples et bien connues : les immigrés sont plus jeunes, moins qualifiés et font plus d'enfants que le reste de la population.

A l'inverse, les immigrés "utilisent moins le système" de santé et perçoivent des "pensions [de retraites] relativement plus faibles". Loin de représenter une charge pour l'Etat-providence, les travailleurs étrangers peuvent au contraire être une aubaine pour l'économie et la société. Ils contribuent au financement de la protection sociale.

Un rôle crucial, à long terme

Tous comptes faits, Xavier Chojnicki conclut que :

la contribution nette globale de l'immigration au budget des administrations publiques serait positive et de l'ordre de 3,9 milliards

d'euros pour l'année 2005. Au final, moins d'immigration c'est à la fois moins de dépenses sociales mais c'est aussi et surtout moins de cotisants.

99

Depuis le début de la crise économique, l'**OCDE note** que "les chiffres du chômage des immigrés de sexe masculin (dont beaucoup travaillaient dans les secteurs durement touchés par la crise comme le bâtiment ou l'hôtellerie-restauration), ont progressé davantage que ceux de la population autochtone".

Mais, plutôt que d'appeler à freiner l'immigration légale, l'organisme appelle les Etats à "faire tout leur possible pour aider les immigrés qui ont perdu leur emploi." Pourquoi? Parce que "l'immigration (...) continuera de jouer un rôle crucial, à long terme, dans les pays de l'OCDE [qui] auront besoin de travailleurs supplémentaires pour préserver la croissance et la prospérité (...)"

Article initialement publié sur MyEurop.

Photos Flickr (1)(3) par saigneurdeguerre, (1)(3) fondapol et (1)(3) mammal.



le 5 mai 2011 - 17:23 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Ce qui coûte cher dans l'immigration, c'est surtout les sommes dépensées pour la combattre....

VOUS AIMEZ



O VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

BOUH

le 6 mai 2011 - 11:28 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Selon wikipédia, plusieurs études ont été faites sur le coût de l'immigration en france :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Immigration_en_France

Du coup, quelle étude est la plus fiable ?

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

WILLIAM

le 7 mai 2011 - 18:20 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Il va falloir m'expliquer pourquoi et comment on peut gagner des milliards en accueillant 200k personnes, dont 30k travaillent pour des salaires ridicules. Cela ne tient pas 3 secondes à l'analyse. désolé.

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE